Synthèse des échanges de l'atelier n°3

L'accompagnement des familles : comment les associer ? pour quelle offre ?

Lyon le 5 décembre 2006

1-Les modalités d'accompagnement et d'implication des familles :

Un participant remarque qu'il faudrait s'inspirer des méthodes de travail des travailleurs sociaux avec les familles. Une assistante sociale évoquant son expérience explique que l'efficacité d'une action dépend pour une grande part de l'implication de la famille. Celle-ci est indispensable à toutes les étapes.

11 Quelles sont les modalités de mobilisation des familles ?

Dans un DRE, les modalités d'implication des familles peuvent aller de l'adhésion spontanée, à l'adhésion imposée en passant par l'adhésion suscitée, cela dépend essentiellement de l'âge de l'enfant concerné. Les situations sont extrêmement complexes.

Cependant, c'est une adhésion volontaire des familles, suscitée la plupart du temps par les partenaires ou les professionnels du DRE que les participants à l'atelier déclarent très majoritairement concevoir ou pratiquer pour mobiliser des familles.

Dans un autre DRE, c'est le professionnel le plus en lien avec la famille qui proposera le DRE.

Les modalités précises conçues dans un DRE sont décrites : il est décidé de susciter l'adhésion des familles relevant du DRE, et de ne rien imposer s'il y a refus de leur part. N'importe quel acteur ayant connaissance d'une situation interpelle son supérieur institutionnel (soit l'éducation nationale, soit la circonscription). Dans le souci de bien s'articuler avec le droit commun la situation est rapidement analysée en petit comité, sans que le coordonnateur soit nécessairement présent. La situation est ensuite renvoyée aux partenaires ou soumise au DRE. C'est la personne qui connaît la famille qui la rencontre, accompagnée du coordonnateur du DRE. Ils lui proposent de traiter la situation avec le DRE. La famille accepte ou refuse.

Une autre modalité de mobilisation des familles est débattue : la saisie du DRE par la famille, sans intermédiaire. C'est une modalité rarement vécue au regard de l'expérience des participants, c'est néanmoins une modalité acceptée voire favorisée par certains, ou, à l'inverse, inenvisageable pour d'autres. Pour ces derniers, permettre aux familles de saisir le DRE risque de développer l'assistantat, de multiplier les aides financières ; un "filtre" est donc indispensable, c'est aux travailleurs sociaux d'interpeller le DRE. Des participants à l'atelier pensent que lorsque des familles interpellent directement le DRE cette démarche correspond au principe "les parents sont les premiers éducateurs". Il faut être cohérent avec ce que l'on affirme et les valeurs qui fondent cette affirmation. Par ailleurs une demande n'équivaut pas à une acceptation de prise en charge par le DRE d'une situation ; la demande peut être suivie d'un diagnostic qui éclairera différemment le problème pour lequel la famille s'est adressée au DRE. Enfin tous les dispositifs produisent des effets pervers et c'est aux acteurs d'être vigilants.

Derrière cette question se pose celle des valeurs qui fondent la relation aux familles. Elle fait débat. A priori l'affirmation "les parents sont les premiers éducateurs" est un principe fondateur sur lequel tout le monde s'accorde mais qui peut soit ne pas être suivi d'effets, soit fonder l'action. Dans le premier cas il est entendu comme "un grand principe" que l'on ne peut traduire dans la réalité car souvent les parents ne sont pas capables ; dans le second cas, de ce principe découlent des modes de faire

et notamment la possibilité pour les familles de saisir en direct le DRE. Des participants insistent sur ce qui fonde la particularité du PRE et son intérêt : ils pensent que c'est l'occasion de redonner sa place à l'individu et à la famille. D'autres, pensent que ce n'est pas une question de "capacité" des familles à gérer leurs difficultés, mais que c'est un principe de base qui n'empêche pas de reconnaître les défaillances sociales, humaines qu'elles soient psychologiques ou autres.

12 Quelles sont les modalités d'implication des familles ?

Un participant précise que lorsqu'on organise des réunions de synthèse avec les familles il ne faut pas qu'elles se sentent jugées, ce qui est le risque s'il y a trop de monde. Dans une commune, c'est toujours une équipe restreinte que la famille rencontre afin d'éviter ce rapport inégal.

Dans une autre commune des temps de synthèse différents sont prévus : avec et sans la famille. Le DRE part du principe que les familles ont des atouts et des compétences, qu'elles sont à même d'analyser leur situation et leurs besoins avec les professionnels. Des propositions leur sont faites et le projet est déterminé en commun.

Les temps d'échanges entre parents et professionnels ne vont pas sans poser problème et peuvent conduire certains professionnels à refuser de rencontrer les parents. Dans les exemples donnés il s'agit d'enseignants qui n'envisagent pas de débattre, dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire, avec des parents d'élèves des problèmes rencontrés par ces derniers ; et ce, a fortiori, quand les parents sont aussi des enseignants.

Dans un DRE le diagnostic est établi en deux temps : les professionnels entre eux, puis quelques représentants de ces professionnels et la famille à qui ils font des propositions d'action.

13 Quelles sont les modalités de formalisation avec les familles ?

Dans certains DRE les modalités de formalisation avec les familles ne sont pas encore arrêtées.

Un des participants pense que vouloir faire signer un engagement ou un contrat aux familles est la preuve que les familles ne sont pas dans les faits considérées comme les premiers éducateurs.

Une question émerge des débats : à quel moment faut-il formaliser ? avant d'évoquer la situation en DRE ? au moment du diagnostic ? plus tard ?

Dans un DRE se sont les pistes d'action qui sont contractualisées avec la famille.

Il faut de la cohérence dans les modes de travail, notamment dans l'articulation entre DRE et PPRE, certains pensent qu'il faut contractualiser avec les familles dans les deux cas. Poser un cadre est important pour l'efficacité de l'action.

14 Quelles sont les démarches proposées aux familles ?

Les échanges que suscite cette question semble montrer qu'elle n'a pas été réfléchie dans les DRE préalablement à la mise en place des dispositifs. L'entrée dans le PRE par les financements n'a pas favorisé ce type de réflexion dans un premier temps. (Grenoble) La mise en œuvre des actions est encore trop récente pour qu'il puisse y avoir un retour réflexif sur celles-ci.

Cependant des participants évoquent la difficulté à "transmettre des connaissances" quand les "parents ne voient pas la difficulté" de leur enfant, même s'ils acceptent une prise en charge dans un DRE ou un dispositif de droit commun.

Trois démarches sont proposées à la réflexion des participants :

1-Le DRE transmet des connaissances, des conduites ou des comportements souhaitables à la famille

2-Le DRE permet à la famille d'élucider les processus en jeu

3-Le DRE permet à la famille de construire des connaissances, des outils et des stratégies

Elles peuvent être pensées de deux manières : soit ce sont des démarches transversales aux actions mises en place, soit des actions spécifiques à l'une ou l'autre (voire plusieurs) de ces démarches sont mises en place. Dans ce dernier cas cela suppose que la réflexion sur les démarches proposées aux familles débouche sur des actions qui s'ajoutent à celles déjà prévues. Par ailleurs, prioriser la démarche a des incidences sur les missions des personnes recrutées pour faire fonctionner le DRE. Ce sont donc, derrière cette question, les choix budgétaires qui sont interrogés : des financements d'action ? ou des financements de poste ? Ces choix s'opposent-ils ? Certains participants pensent qu'ils s'opposent car mettre en place des actions ne modifie pas nécessairement les problèmes sur le fond, alors que travailler sur les démarches d'accompagnement peut changer les choses sur le fond. La difficulté des modalités d'évaluation à mettre en œuvre demeure.

15 Quelles incidences du travail avec les familles sur le partenariat ?

Construire un cadre collectif interroge les habitudes professionnelles et les représentations des uns et des autres. Ce qui paraît parfois évident à certains partenaires (ex : recueillir la parole de la famille, contractualiser avec elle ...) ne l'est pas pour d'autres et cela fait débat lorsqu'il faut définir des modalités de travail communes.

Des participants précisent qu'il faut que chacun trouve son compte dans le travail partenarial, cela oblige parfois à mettre "ses intérêts propres " de côté.

16 Articulation entre les DRE et les dispositifs de droit commun :

Dans tous les cas les participants s'accordent pour penser que le DRE ne prend en charge les situations que lorsque le droit commun ne peut y répondre. Le DRE peut traiter une information ou une demande en mettant en lien la famille et le dispositif de droit commun qui traitera au mieux la question. L'expérience a montré que ce pouvait être la cas pour des situations "trop connues" et au final non traitées, ou très marginales et donc ignorées. A l'inverse, un dispositif de droit commun interpellera le DRE s'il ne peut traiter la situation.

2-Les types d'intervention du DRE et leurs champs d'application :

Les items ci dessous ont été proposés aux participants :

Items proposés à la réflexion :

Les types d'intervention et les champs d'application se croisent

- 1- Le soutien ou la surveillance (surveiller en cas de mauvais traitement, soutenir scolairement...)
- 2- La prévention primaire (éviter l'apparition d'un trouble chez une personne à risque)
- 3- La prévention secondaire (éviter l'aggravation d'une difficulté)
- 4- La réparation par la modification des pratiques parentales d'un trouble diagnostiqué
- 5- La démarche palliative : la situation ne pouvant évoluer, on demande le retrait de l'enfant

Les champs d'application :

1	2	3	4	5	6
Conditions matérielles d'existence de la famille	Les relations intra familiales	Un dysfonctionnement spécifique	Les pratiques éducatives parentales	Les représentations ou les systèmes de valeurs du groupe familial	L'insertion d'un sujet ou du groupe familial dans le contexte social

Les échanges prennent peu en compte ces items : peut être ne sont-ils pas pertinents ? En tout cas ils nécessitent une analyse des actions menées que les DRE n'ont pas conduite à ce jour, et ce pour diverses raisons.

Néanmoins des participants pensent que l'on ne doit rien s'interdire dans le DRE car il doit permettre d'apporter une réponse originale et innovante grâce aux regards croisés sur des situations. Mais une nouvelle fois se pose la question de l'articulation DRE/droit commun qui, elle, pose des limites à l'action du DRE d'après les participants.

Il est avant tout question d'analyser des situations concrètes qui sous une même appellation peuvent recouvrir des réalités différentes et selon le cas relever du DRE ou du droit commun. L'exemple est pris de la maltraitance physique qui peut parler de degrés et de fréquences variables dans la violence exercée sur un enfant. On sait aussi que les modes d'éducation reposent sur des habitudes, des cultures, des représentations inégalement partagées.

L'équipe pluridisciplinaire doit permettre l'analyse exhaustive des situations, il faut avoir une approche souple et cadrée des modes d'intervention. Une participante rappelle les mots clés de la note de la DIV d'avril 2005 : "souplesse, exigence, inventivité, réactivité dans tous les champs et appréhension globale".

Une autre dit son scepticisme sur l'originalité et l'innovation du DRE. D'une part avant le DRE l'existant était déjà très important. La modestie doit commander. Le DRE permet aux partenaires de travailler ensemble, d'éviter de faire des erreurs grâce à une coordination.

Il faut travailler en partenariat sur les indicateurs quantitatifs pour avoir une évaluation pertinente, ceux qui sont donnés par la DIV représentent une base, ils ne sont pas exhaustifs.

3-Les types d'actions proposés aux familles :

31-Typologie proposée aux participants :

Des entretiens

- recueil d'informations
- échanges d'information
- d'élaboration (voir les modalités d'implication)

Des activités de groupe entre parents

- discussions sur des questions éducatives
- des échanges informels
- des ateliers dans lesquels les participants apprennent quelque chose
- des ateliers dans lesquels les participants mènent un projet commun

Des jeux de rôle ou des simulations

Des activités avec les enfants

- dans un dispositif spécifique (ex:CLAS)
- dans la famille
- dans un lieu fréquenté par tous les publics (ex: bibliothèque, centre social...)

32- Parmi les actions évoquées nous pouvons relever :

1 Des entretiens avec les familles, souvent appelés "synthèses" quand ils sont menés de manière collective ou quand ils se situent après le diagnostic. En relation duelle ou plus collective, il semble que ce soit l'occasion à la fois de recueil et d'échange d'informations ainsi que d'élaboration d'actions, de démarches...

2 La chef de projet réussite éducative de Nord Isère évoque 25 actions collectives (dont certaines au domicile des familles) conçues comme préventives menées de pair avec le traitement de situations individuelles.

33- Evaluation des actions :

Dans un DRE il est déjà possible de mesurer une implication plus grande des parents qui se mesure notamment à travers des démarches spontanées.

4-Des effets de certaines actions en direction des enfants :

Quand une institution n'offre pas les moyens suffisants aux dispositifs de droit commun qui dépendent d'elle le fait qu'un DRE prenne en charge des publics à sa place permet de pointer les besoins et influence la politique de l'institution qui revoie les moyens à la hausse. On peut dire que le partenariat installé dans les DRE agit dans le rapport de force inter institutionnel.

Il n'en reste pas moins extrêmement délicat de faire employer par le DRE des personnels qui par ailleurs manquent cruellement dans les dispositifs de droit commun où les publics ne peuvent pas être accueillis ou le sont après des mois d'attente.